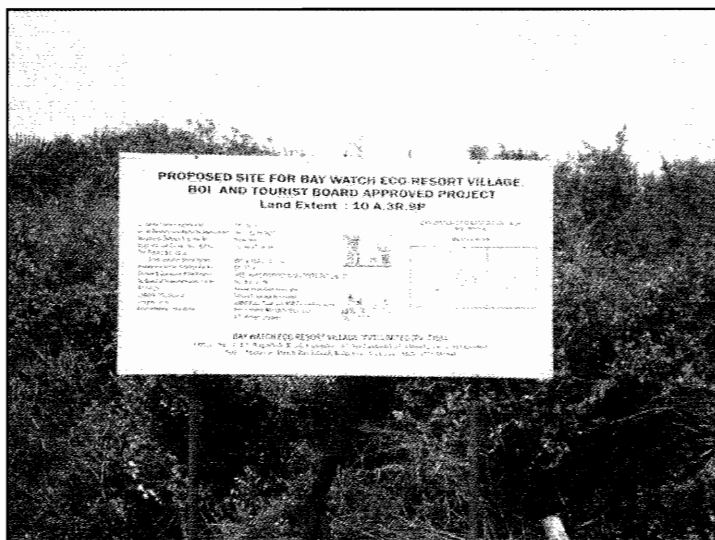




Les causes des migrations

Les migrations massives de populations conséquentes au réchauffement climatique sont un élément de tension géopolitique extrêmement préoccupant. Dans de nombreuses régions du monde, des phénomènes liés au réchauffement climatique sont déjà observés : réduction des terres arables ; baisse des réserves alimentaires et poissonnières ; augmentation des inondations ; allongement des périodes de sécheresse...

Une autre cause de ces migrations, tant interne qu'externe est le phénomène croissant d'accaparement des terres que nous avons abordé largement dans les précédents numéros de VMR. Que ce soit pour des cultures destinées à l'exportation ou encore pour la fabrication d'agro carburants, de plus en plus de terres sont confisquées aux paysans/nes quand ils ne sont pas expulsés de leurs terres par leurs propres gouvernements, développant des zones économiques spéciales, occupées par des entreprises nationales ou internationales qui n'hésitent pas à délocaliser des villages entiers.



Accaparement frauduleux de terres par l'état en vue de la construction d'un éco-complexe sur la bande côtière- Sri Lanka 2011

Un autre problème causant des migrations est celui des zones économiques spéciales. Une zone économique spéciale (ZES) est une région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, c'est-à-dire plus avantageuses pour les entreprises, que celles pratiquées dans le reste du pays.

Lorsqu'un gouvernement crée de telles zones, c'est généralement dans le but d'attirer les investissements étrangers. Pour cela, il met en place des mesures permettant aux entreprises de voir leurs coûts d'investissement, de financement et d'exploitation notablement réduits par rapport à un environnement économique « classique ».

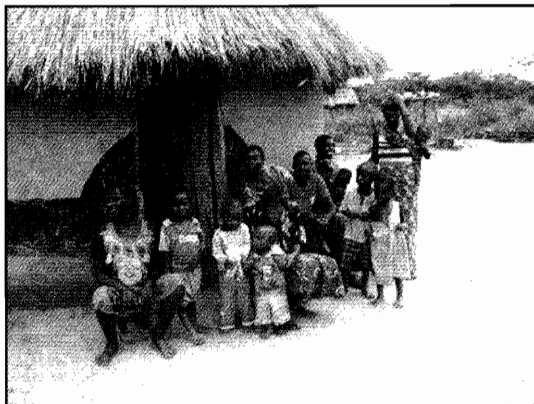
Ces mesures incitatives sont le plus souvent des réductions fiscales, mais peuvent aussi être des aides directes à l'installation. Selon les estimations de la Banque mondiale, il existe en 2007 plus de 3 000 ZES déjà créées ou en projet, et ce dans 120 pays.

- La République d'Angola a formalisé la création de la Luanda-Bengo en Zone Économique Spéciale (ZES) en 2009, zone de 8.000 hectares dans les quartiers de Luanda de Viana et Cacuaco et les secteurs de la province du Bengo du nord d'Icolo-e-Bengo, Dande, Ambriz et Namboangongo
- Depuis octobre 2010, il y a 114 zones économiques spéciales opérationnelles en Inde, dans les états suivants: Andhra Pradesh - 30 ; Karnataka - 20; Kerala - 6; Chandigarh - 1; Gujarat - 10; Haryana - 3; Maharashtra - 15; Rajasthan - 1; Tamil Nadu - 18; Uttar Pradesh - 7; West Bengale - 2 ; Orissa - 1. Et plus de 500 nouvelles zones sont formellement approuvées par le Gouvernement indien

Quelques chiffres sur les ZES aux Philippines: la Subic Bay Metropolitan Authority couvre 76,59 hectares, la Bataan Export Processing Zone : 1.733,37 hectares, la Light Industry & Science Park I, II, & III : 272, 22 hectares, le Laguna Technopark: 289,95 hectares

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelle est la situation des migrations dans votre pays ?*
- *Existe-t-il des zones économiques spéciales ? Avec quelles conséquences pour les populations rurales ?*



Zambie 2007

La situation dans les pays du Sud ?

La migration répond à un ensemble de mécanismes et de facteurs qui diffèrent selon les circonstances et selon les peuples, leurs coutumes et leurs pratiques sociales. En Afrique par exemple, mais aussi pour de nombreuses communautés indigènes ou tribales, la terre était propriété de la communauté, répartie en fonction des besoins des individus. Mais depuis quelques décennies, on note un rapport à la propriété qui diffère de celui des coutumes ancestrales. Aujourd'hui de plus en plus de terre font l'objet de titres de propriété, les parcelles ont une valeur commerciale qu'elles ne possédaient pas jusqu'alors; elles sont désormais exposées à la loi féroce de l'économie de marché.

C'est ainsi que l'on peut assister à une répartition moins équitable des terres car certains ont l'argent pour se les payer et d'autres non, sans compter une spéculation galopante qui fait flamber les prix dans certaines régions et rend parfois l'accès à la propriété tout simplement impossible, entraînant le départ des paysans et de leur famille vers les villes.

L'Afrique est sans doute le continent qui souffre le plus des effets combinés de la crise néo-libérale que vit notre société. Les impacts de la migration, du changement climatique, de l'accaparement des terres et des biens communs se font largement ressentir par une grande partie des communautés.

Les manquements chroniques en matière d'investissements adéquats en infrastructures et dans les services publics dans tous les pays d'Afrique sévissent depuis longtemps. Le modèle traditionnel informel ne génère pas d'impôts, et l'exploitation des ressources, imposée par les entreprises multinationales, remplit peu les caisses des États.

Ces facteurs combinés détruisent en grande partie les sociétés traditionnelles solidaires, menaçant massivement l'agriculture paysanne et la propriété commune des terres, contribuent, de manière significative, à des systèmes d'éducation et de santé insuffisants et créent des mégaloportes qui manquent cruellement de services fondamentaux.

Et ailleurs dans le monde...

Plus de 50% de la population mondiale vit aujourd'hui en Asie, une forte proportion qui laisse présager l'ampleur du phénomène migratoire dans cette région. En effet, déjà en 1990, l'Asie comptait le plus grand nombre de migrants internationaux avec 49,8 millions de personnes. Quinze ans plus tard, elle se plaçait en deuxième position, juste derrière l'Europe, avec 53,3 millions de migrants internationaux.

Si le facteur économique reste le principal moteur des migrations en Asie, d'autres motifs tels que les migrations forcées liées aux trafics d'êtres humains, à l'instabilité politique ou encore aux catastrophes naturelles ne sont pas non plus à négliger. La forte féminisation de ces flux migratoires est également une tendance récente.

Les travailleurs migrants de la région Asie, viennent surtout du Bangladesh, de Birmanie, du Cambodge, de Chine, d'Inde, d'Indonésie, du Laos, du Népal, des Philippines, du Sri Lanka ou encore du Vietnam. Il s'agit, le plus souvent, de travailleurs peu qualifiés, généralement moins bien payés que les travailleurs locaux, et dont les emplois sont caractérisés par les 3D: «dirty, dangerous and difficult» (sale, dangereux et difficile). On peut, par ailleurs, observer une fuite des cerveaux qui touche notamment l'Inde, dont une partie des migrants qualifiés, voire très qualifiés, travaille dans la médecine et l'ingénierie, ou encore les Philippines dont les infirmières et les médecins sont chaque jour plus nombreux à quitter le pays.



Bangladesh 2008



En 2010, le nombre total de la population migrante en Amérique Latine est estimé à 7.5 millions de personnes. L'Amérique Latine est une région d'émigration nette, avec un flux d'émigrés plus important que le flux d'immigrés. Le Mexique est le premier pays d'émigrants au monde, avec 10.1 millions de personnes vivant à l'étranger. La Colombie, Puerto Rico, Cuba, le Salvador, le Brésil et la Jamaïque le suivent de près comme pays d'émigration dans la région, principalement vers l'Amérique du Nord, et dans le cas de l'Europe, vers l'Espagne.

L'Argentine et le Venezuela sont les principaux pays de destination en Amérique Latine, avec respectivement 1.4 millions et 1 million d'immigrés en 2010. Les flux migratoires à l'intérieur de l'Amérique Latine se développent de plus en plus et ils ont lieu principalement entre pays frontaliers comme dans le cas de la Bolivie, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay vers l'Argentine, et du Nicaragua vers le Costa Rica. L'intégration des migrants en Amérique Latine est une thématique nouvelle, surtout pour les pays de destination le plus récents qui ont déjà mis en oeuvre diverses politiques.

La féminisation des migrations: un phénomène croissant

En 2005, les femmes asiatiques représentaient 44.7% du total des migrants de la région. Aux Philippines, en Indonésie et au Sri Lanka, elles sont même plus nombreuses à partir que les hommes. En 2002, les Sri Lankaises représentaient 65,3% des émigrants du pays, en 2003 les Philippines représentaient 72,5% des migrants et les Indonésiennes 72,8%. Ces femmes sont surtout employées comme travailleuses domestiques ou comme aide soignantes. De plus, il y a également une forte proportion de femmes d'Asie du Sud Est qui travaille dans les usines de fabrication à Taïwan, en Corée du sud ou à Singapour. Toutes ces femmes souffrent de diverses discriminations.

Dans toute l'Asie, le trafic des êtres humains touche avant tout les femmes et les petites filles qui sont soit mariées de force, soit contraintes de se prostituer. La sous région du Mékong est un des terrains privilégiés pour ces trafics. Beaucoup d'entre elles sont également envoyées en Asie du Sud Est pour se marier. On observe à la fois des trafics internes et transnationaux.

Les principales problématiques liées à ces flux migratoires

Les femmes ne sont pas les seules à subir les effets des discriminations. Ce phénomène concerne l'ensemble des travailleurs migrants. Compte tenu des emplois peu qualifiés qu'ils exercent, mais également de l'entrée clandestine de beaucoup d'entre eux, ces migrants sont souvent plus vulnérables que les travailleurs locaux. Les problèmes rencontrés par les immigrés clandestins (violation du contrat de travail, réduction ou non paiement du salaire, mauvais traitements) sont légion.

Mais tout n'est pas négatif....

Depuis des décennies, le dur labeur de migrants solitaires a contribué à soustraire des familles et des communautés entières à la pauvreté. Leurs gains ont construit des maisons, fourni des soins de santé, équipé des écoles, jeté les bases d'activités commerciales. Ils ont tissé un réseau mondial en faisant passer idées et savoirs d'un pays à l'autre. Ils ont constitué le lien humain dynamique entre les cultures, les sociétés et les économies». Les contributions économiques, sociales et culturelles des migrants au progrès et au bien-être des pays développés sont partout évidentes. Leurs cultures, leurs valeurs et leurs traditions non seulement enrichissent nos sociétés, mais nous permettent de nous adapter à un monde en évolution rapide. Ils ont créé des entreprises sans nombre, dont certaines, comme eBay, Mittal, Google et Intel, ont des noms qui nous sont familiers. Et ils ont été à la pointe de la recherche, au service de l'innovation.

Les migrants moins qualifiés jouent aussi un rôle crucial pour le succès de nos économies. À chaque heure de chaque jour, ils s'occupent de nos malades, de nos personnes âgées, de nos enfants. Ils nettoient nos foyers, assurent nos récoltes, travaillent dans notre industrie. Ils accomplissent nombre des tâches les plus essentielles à la base de notre bien-être. Pourtant, ils travaillent dans des secteurs de l'économie où ils sont exposés à l'exploitation, la discrimination ou pire.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Pouvez-vous citer un point négatif de la migration dans votre pays ?*
- *Pouvez-vous citer un de ses effets bénéfiques ?*